



Farinaz Fassa. | DR



Réinventer l'école | épisode N° 09

Pourquoi changer l'école est-il si difficile?

par [Sophie Gaitzsch](#)

Publié le 13 septembre 2021, 13:30. Modifié le 14 septembre 2021, 10:00.

Nous sommes désormais à mi-parcours de notre Exploration. Déjà plusieurs reportages sur deux continents, une grande interview, une rencontre passionnante avec des élèves genevois. Et un constat: pour tous les enthousiastes qui rêvent d'une autre école, emprunter des chemins de traverse pour tester de nouvelles approches ou trouver des modèles qui se démarquent dans l'enseignement public s'apparente souvent à un parcours du combattant, jalonné d'obstacles et de critiques. D'où vient cette inertie de l'institution scolaire? Et au fond, faut-il vraiment réinventer l'école? Nous en avons longuement discuté avec Farinaz Fassa, professeure en sociologie de l'éducation et co-directrice de l'Observatoire de l'éducation et de la formation à l'Université de Lausanne.

Heidi.news - Pour cette série d'articles, nous avons parlé à des enseignantes et enseignants, des directions d'écoles, des parents, et beaucoup disent que l'école n'évolue pas. Est-ce vrai? L'école change-t-elle vraiment si peu?

Farinaz Fassa - Oui et non. Il y a des choses qui changent. Elle se modernise. Elle se transforme dans ce qu'elle valorise, dans les disciplines qu'elle met en avant, dans l'invention de nouvelles disciplines, dans la prise en compte, en tout cas dans le discours, de problématiques comme les inégalités et l'inclusion des enfants dits en difficulté. Elle change aussi un peu dans sa structure. Les horaires ont été adaptés au fil du temps pour mieux correspondre au travail des mères, par exemple.

Mais alors, qu'est-ce qui n'évolue pas?

L'école reste fondamentalement marquée par la méritocratie – même si on peine beaucoup à définir ce qu'est le mérite – et structurée en disciplines, avec une hiérarchie entre les disciplines. Elle est pensée comme un lieu de préparation à l'avenir professionnel et citoyen des enfants. La volonté de socialisation reste aussi très présente. Un dernier point qui ne change pas, c'est que l'institution et ses objectifs sont toujours au cœur de choix et de débats éminemment politiques.

Et les devoirs, les évaluations, l'autorité? Tout cela n'est pas beaucoup remis en question, non?

La «forme scolaire» née avec la modernité subsiste en grande partie. Prenons la question des devoirs. On sait que les inégalités entre élèves découlent des origines sociales et culturelles et que les devoirs à la maison les accentuent. Si tout se passait en classe, elles seraient réduites – même si cela n'est pas tout à fait vrai car les parents nantis continuent à proposer à leurs enfants des activités après l'école et pendant l'été qui finalement favorisent la réussite scolaire. Mais décider de passer à des devoirs surveillés par des personnes formées – pas juste du gardiennage – implique des choix financiers.

Quant aux évaluations, la question reste centrale. On sait que noter les enfants, ce n'est pas génial. Mais cela n'empêche pas de continuer ainsi, car on n'arrive pas à valoriser des savoirs et des objectifs qui sont jugés moins centraux, par exemple collaborer pour réaliser un travail commun en arts visuels. La logique d'évaluation tend même à se développer. Des enquêtes au niveau international, suisse et cantonal sont menées pour montrer ce qui est efficace et ce qui ne l'est pas en termes d'apprentissage. Des épreuves cantonales ont pour objectif d'évaluer de la même façon tous les élèves. Ce n'est pas un mal en soi, mais elles ont aussi pour effet de mettre en compétition les établissements et les enseignants en insistant sur des résultats obtenus, souvent sans tenir compte des autres éléments qui font la vie des enfants.

Cela mène parfois leurs enseignants à mettre l'accent sur des contenus qui seront testés et mesurés et à oublier que l'école, ce sont aussi des moments où l'on apprend à vivre ensemble. Je comprends bien que cela correspond à une nécessité de rendre compte au public, et c'est un jeu auquel se plient volontiers les politiques qui veulent pouvoir dire: «on a dépensé tant, voici le résultat». Mais il a des effets inestimables.

Le frein à certains changements est donc politique.

Oui. L'école reste au centre du débat politique, y compris de la politique partisane. Supprimer les devoirs permettrait plus d'égalité, certes. Mais beaucoup de gens ne souhaitent pas plus d'égalité. La logique est la même pour les évaluations, ou pour les filières, dont on sait qu'elles sont défavorables aux moins nantis. Faire de l'école un système qui ne mette pas en concurrence est totalement étranger à certains partis, qui souhaitent justement qu'elle apprenne aux enfants à être efficaces et concurrentiels. La question de la responsabilisation individuelle fait aussi partie de ce débat. Pour beaucoup, supprimer les devoirs et les notes revient à la minorer. Or nous ne vivons pas dans une société qui aspire à cela.

«Former des travailleurs reste une des priorités de l'école suisse»

Dans le canton de Vaud, il y a quelques années, l'idée d'une voie unique au secondaire I a été balayée au parlement et s'est soldée par un maintien des filières et la réintroduction de niveaux dans la filière générale. Cet épisode montre une volonté d'échelonner les élèves car il y en a qui vont devoir aller travailler à 15 ans tandis que d'autres vont poursuivre leurs études. Au fond, qu'on le dise ou non, former des travailleurs reste une des priorités de l'école suisse. Mais il y a une tension entre former à un avenir professionnel et former des citoyens aptes à se gérer eux-mêmes dans une démocratie. Les savoir-faire et dispositions inculqués aux futurs travailleurs peuvent être en rupture totale avec une forme de vigilance et d'esprit critique nécessaire à la citoyenneté.

Donc l'école prépare avant tout au monde du travail, et c'est visiblement en Suisse ce que souhaite le plus grand nombre. Mais est-elle encore si performante dans ce rôle-là? Parmi nos interlocuteurs pour cette Exploration, beaucoup en doutent.

Votre question suggère qu'il faut adapter les enfants aux évolutions du monde du travail et que l'on n'a pas de prise sur ce qui arrivera dans 10 ou 20 ans. Mais on peut inverser la logique. Plutôt que d'adapter les enfants au monde du travail, on pourrait se dire que ce sont eux qui vont le construire, et leur donner les moyens de le penser, mais aussi de penser leur relation au vivant, aux autres, aux ressources naturelles. On pourrait choisir de les faire accéder à une citoyenneté qui leur permette d'interroger les évolutions en cours, comme le remplacement ou la disparition de certaines professions et activités ou encore les choix en matière de climat.

Ces réflexions ont-elles lieu dans les départements de l'instruction publique?

Je vais être encore plus insolente que par le passé. Les DIP sont dirigés par des chefs qui sont élus et leurs agendas doivent aussi prendre en compte des échéances électorales. Avoir un discours hors efficacité est extrêmement difficile pour un homme ou une femme politique. Dire qu'il faut prendre le temps, donner le temps aux enfants, d'emmagasiner et de se transformer par des savoirs, je ne pense pas du tout que cela permette d'être réélu. Donc pour vous répondre, ces questions se posent peut-être, mais à courte vue, et sont toujours tempérées par ces considérations partisans et électorales. Ceci dit, les politiques ne sont pas des grands méchants. Ils sont parfois pris dans des injonctions contradictoires. Un ou une élue peut se soucier d'égalité et avoir une sensibilité de gauche par exemple, mais devoir composer avec des entreprises et des industries qui demandent que les jeunes soient insérés au plus vite dans le monde du travail.

Est-ce que la vision que la société a de l'école évolue? Le changement pourrait venir de là.

Il y a une évolution chez les parents. Ils attendent beaucoup de l'école, y compris ceux de milieux socio-économiques peu favorisés. Ils sont plus informés. Il y a plus de critiques, plus d'inquiétudes de leur part.

Le sens de ma question était un peu différent. Ce que je voulais dire, c'est que puisque les directeurs et directrices de département sont dans la gestion avec une vision électoraliste à court terme...

Ohlala! Quand j'entends mes propos résumés de cette manière, on perd un peu de la complexité de tout cela...

... les parents, les électeurs, eux, aspirent peut-être à une école qui prépare leurs enfants différemment au monde et votent en fonction. C'est une tendance qui existe ?

Il y a une tendance forte à l'abstention et les abstentionnistes sont marqués socialement. Ils ne se retrouvent pas en nombre similaire dans tous les groupes sociaux et certains ne peuvent pas voter.

Donc le changement ne viendra pas d'en bas.

En tout cas pas par le mode de la politique partisane. Et je suis trop vieille pour croire aux

lendemains qui chantent. Je ne suis pas sûre qu'un grand mouvement de bascule se produise.

Et les enseignants et enseignantes, quelle est leur marge de manœuvre?

Dans les formations que je donne, je suis souvent frappée de voir à quel point ils et elles se sentent responsables des difficultés et des échecs de leurs élèves, à quel point ils et elles portent le discours selon lequel les profs sont ceux qui doivent faire avancer les choses. Mais on oublie souvent qu'ils travaillent dans un cadre qui empêche bon nombre de changements ou même de tentatives de changement. Ils doivent suivre le plan d'étude, veiller au calme dans leur classe, se plier aux inquiétudes des parents sur la sécurité...

«Lorsque l'école est critiquée, c'est de la faute des enseignants, et lorsque quelque chose fonctionne, c'est rarement grâce à eux»

Ce que je constate aussi, c'est que lorsque l'école est critiquée, c'est de leur faute, et lorsque quelque chose fonctionne, c'est rarement grâce à eux. Il y a peu de reconnaissance. Je ne défends pas les enseignants dans l'absolu. Il y a toujours des gens qui tirent au flanc, d'autres qui ne sont pas excellents, mais ni plus ni moins qu'ailleurs. Or il existe une tendance à prendre ces exemples pour créer des normes de fonctionnement pour tous et des règles qui leur donnent peu de place et de choix.

La pandémie a-t-elle accéléré ou accentué les questionnements autour de l'école?

Elle a permis aux parents de se rendre compte du travail effectué par les enseignants. Quand les enfants étaient à la maison, ils se sont intéressés aux choix de l'école, à ce que les enseignants faisaient. Mais dès que les enfants ont pu retourner à l'école et les parents au travail, au contraire, nous avons assisté à un reflux. Ces questionnements sont depuis moins aigus qu'avant la pandémie.

J'en viens à la question centrale de notre entretien, qui en sera finalement la conclusion. Faut-il vraiment réinventer l'école? J'ai l'impression que vous adhérez à notre intuition que c'est le cas.

Dans l'absolu oui, il faudrait réinventer l'école. Mais il faudrait peut-être réinventer un peu le monde dans lequel on vit. Le monde est inégalitaire, l'école l'est aussi. Le monde valorise l'individualisme et la concurrence, l'école aussi. On a l'école du monde dans lequel on vit.

Les Explorations

[Réinventer l'école](#)

ÉPISODE PRÉCÉDENT

N°08 La ville où tout le monde est fort en maths

